

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 12 au 16 juin 2025

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance mensuelle	2
Graphique de la semaine.....	2
En bref	3
Actualités macroéconomiques	3
FINANCES PUBLIQUES	3
FISCALITE	4
IMMOBILIER	4
Actualités commerce et investissement	4
COMMERCE	4
SANCTIONS.....	6
Actualités financières	6
REGLEMENTATION FINANCIERE	6
MARCHES FINANCIERS	6

Le chiffre de la semaine : la croissance mensuelle

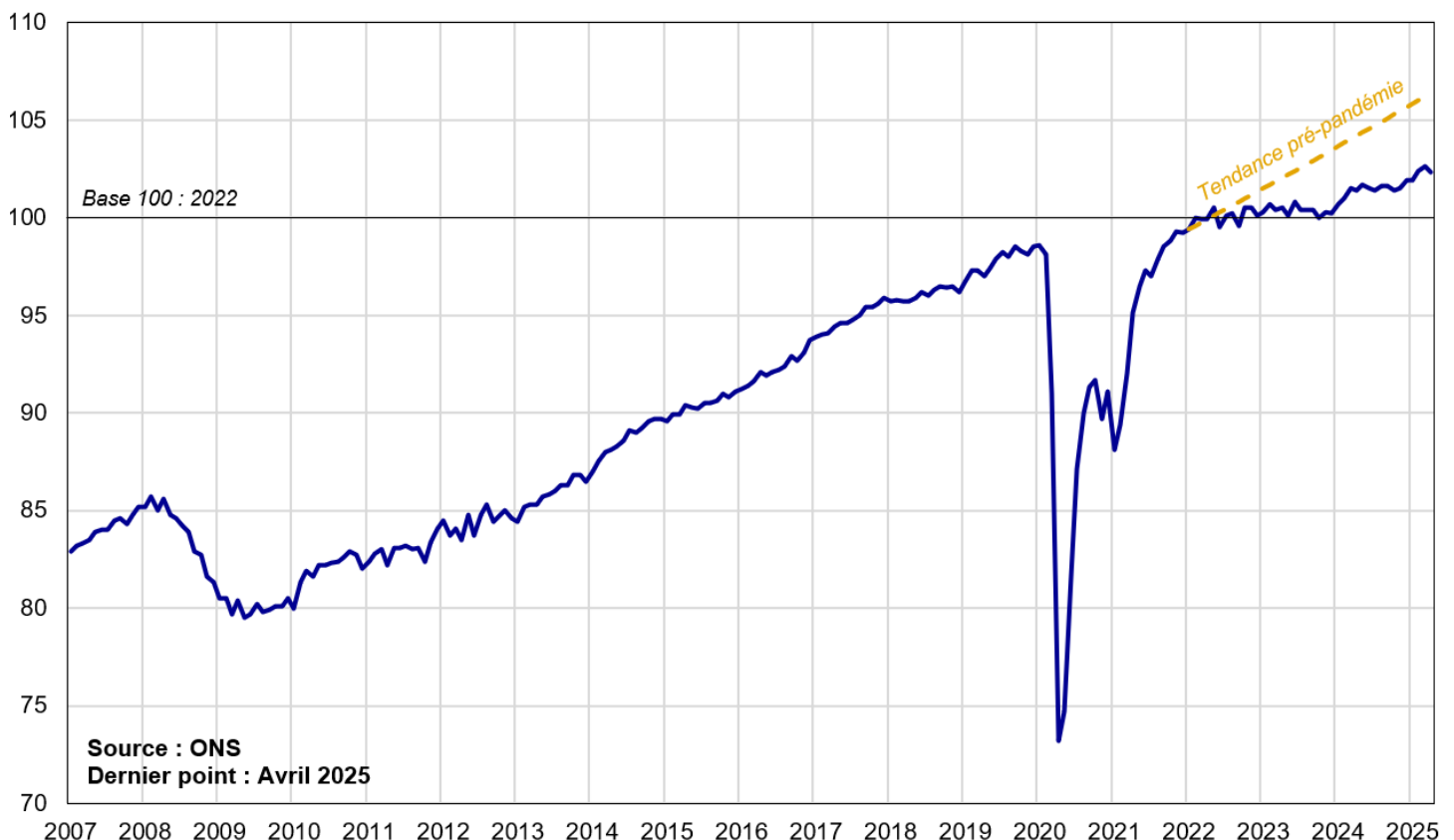
Selon l'**ONS**, le taux de croissance mensuel du PIB s'établit à **-0,3 % en avril**, après **+0,2 % en mars**, et en dessous du consensus (-0,1 %). Il s'agit de la plus forte contraction mensuelle de l'économie depuis avril 2023, témoignant des conséquences de la guerre commerciale déclenchée par les États-Unis, et de l'entrée en vigueur de nouvelles mesures fiscales (cotisations patronales, *stamp duty*, ...) au premier mois du nouvel exercice budgétaire. La décomposition sectorielle indique que le secteur de la construction a positivement contribué à la croissance, grâce à une expansion de +0,9 % sur le mois. En revanche, le secteur des services s'est contracté (-0,4 %), principalement du fait de la mauvaise performance des activités juridiques et de l'immobilier en raison de la hausse de la *stamp duty* (taxe sur les transactions immobilières) au mois d'avril. Enfin, le secteur industriel s'est également contracté (-0,6 %) pour le deuxième mois consécutif, du fait d'un recul dans l'industrie manufacturière (-0,9 %) et dans la production/distribution d'électricité et de gaz (-4,3 %). Notons que les taux de croissance mensuels peuvent être volatils et doivent être lus avec précaution.

LE CHIFFRE À RETENIR

-0,3 %

Graphique de la semaine

Evolution mensuelle du PIB britannique (2007-2025)



En bref

- La livre sterling se déprécie par rapport à l'euro et atteint 1,1732 (-0,7 % sur la semaine). En revanche, la livre s'apprécie par rapport au dollar américain (+0,7 %).
- Au 16 juin, le rendement du *gilt* (obligation souveraine) à 10 ans s'établit à 4,53 %, au même niveau que la semaine dernière (-1 pdb). Le rendement du *gilt* à 30 ans reste également stable à 5,25 % (-1 pdb).
- Le « dialogue des Trésors » entre la France et le Royaume-Uni s'est tenu à Paris le [mardi](#) 10 juin, réunissant la Direction générale du Trésor française et HM Treasury britannique.
- Les autorités britanniques [ordonnent](#) le gel de 300 propriétés liées à l'ancien ministre bangladais Saifuzzaman Chowdhury, alors que le pays cherche à récupérer l'argent qui aurait été détourné par le régime déchu de Sheikh Hasina.
- Le Royaume-Uni et la Commission européenne se [réunissent](#) à l'occasion du Comité spécialisé sur la mise en œuvre de l'accord de Windsor.

Actualités macroéconomiques

Finances publiques

La chancelière Rachel Reeves [pourrait](#) être contrainte de relever certains impôts à l'automne pour conserver sa marge budgétaire. La *spending review* présentée mercredi dernier (cf. [Brèves de la semaine dernière](#)) repose sur une hausse des dépenses publiques de +2,3 % par an en termes réels entre 2024-25 et 2029-30. La chancelière fait face à des marges de manœuvre très limitées pour ne pas enfreindre les règles budgétaires, sachant que la marge budgétaire (c'est-à-dire le montant de dépenses supplémentaires à ne pas dépasser par rapport au budget actuel pour respecter les règles) s'établit à 9,9 Md£. La faiblesse de la croissance, la trajectoire de l'endettement conjugué aux intérêts sur la dette, et le recours à des prévisions macroéconomiques jugées trop optimistes de l'Office for Budget Responsibility pèse sur le respect de ces règles budgétaires. Des économistes estiment qu'une révision à la baisse des perspectives de croissance révélerait un déficit structurel plus élevé qu'anticipé, rendant de nouvelles hausses d'impôts nécessaires. Pour l'instant, R. Reeves n'exclut pas de telles futures hausses d'impôts, au regard de l'incertitude économique grandissante. En revanche, le gouvernement ne semble pas disposé à modifier ses règles budgétaires.

Selon l'Institute for Fiscal Studies (IFS), l'annonce de 39 Md£ sur dix ans pour le logement social et abordable [masque](#) une hausse limitée des dépenses annuelles à court terme, qui restent proches du budget actuel. Bien que R. Reeves ait présenté ce plan (*Affordable Homes Programme*) comme une injection historique d'argent public dans le secteur, la majeure partie des fonds sera dépensée après 2029 (*backloaded*), tandis que les trois prochaines années (2026-27, 2027-28, 2028-29) verront des investissements stables autour de 3 Md£ par an, ce qui est un montant très proche de la situation actuelle. En revanche, l'investissement annuel augmentera après les prochaines élections générales, jusqu'à 4,5 Md£ en 2035-36.

Fiscalité

La justice britannique [rejette](#) les recours au sujet l'imposition de la TVA (20 %) sur les frais de scolarité dans les écoles privées. Alors que la mesure avait été annoncée au budget d'automne 2024, la *High Court* a rejeté trois recours contestant la légalité de cette imposition. Les plaignants (des familles, des écoles privées, des établissements religieux et des enfants à besoins particuliers) invoquaient une atteinte aux droits fondamentaux, notamment au droit à l'éducation. Selon les juges, l'application de la TVA sur les frais de scolarité en école privée ne viole pas la Convention européenne des droits de l'homme et relève de la discrétion du Parlement. Malgré les impacts reconnus, notamment pour les enfants à besoins spéciaux, la mesure est jugée légale. Le gouvernement salue la décision et estime que la mesure rapportera 1,8 Md£ d'ici 2029-30, finançant notamment 6 500 nouveaux enseignants dans les écoles publiques.

Immobilier

L'indice des prix de l'immobilier de [Rightmove](#) (site internet d'annonces immobilières) a diminué en juin (-0,3 %, après +0,6 % en mai), en raison de la hausse de la *stamp duty*. L'indice ne subit pas d'ajustement saisonnier et croît traditionnellement en juin (+0,4 % en moyenne sur les dix dernières années). Il reflète ce mois-ci l'impact différé de la hausse de la *stamp duty* en avril. Les vendeurs baissent leur prix pour attirer des acheteurs dans un marché très concurrentiel. En effet, l'offre atteint un niveau record, et le marché reste très actif avec un nombre de ventes au plus haut depuis mars 2022. Les régions du Sud, plus chères, enregistrent les plus fortes baisses, tandis que les régions abordables du Nord voient leurs prix continuer de monter. Si les taux hypothécaires demeurent élevés, ils suivent néanmoins une trajectoire baissière, amorcée par les récentes baisses du taux directeur de la Banque d'Angleterre en février puis en mai.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le Royaume-Uni et l'Union européenne [parviennent](#) à un accord sur le statut de Gibraltar. Pour rappel, les discussions sur le statut de ce territoire d'outre-mer britannique situé au sud de l'Espagne étaient en cours depuis le départ du Royaume-Uni de l'UE en 2020. Cet accord [permet](#) de supprimer les contrôles physiques sur les biens et les personnes à la frontière entre Gibraltar et l'Espagne. Pour la [circulation](#) des personnes, cela signifie que les contrôles Schengen et britanniques seront conduits de manière concomitante lors des arrivées dans le port et l'aéroport de Gibraltar. Pour la [circulation](#) des biens, le Royaume-Uni et l'UE se sont accordés sur les principes sous-tendant l'établissement d'une union douanière entre le Gibraltar et l'UE ainsi que l'application d'une [TVA](#) de 15 % sur les produits vendus sur le territoire.

L'*Office for National Statistics* (ONS) [publie](#) ses données du commerce britannique pour le mois d'avril 2025. La balance commerciale se détériore sur le mois d'avril 2025 (-21,6 Md£ en niveau) en raison d'une contraction marquée des exportations (-2,7 Md£ en glissement mensuel, soit -8,8%), expliquée par une baisse des exportations de produits chimiques, de voitures et de générateurs d'énergie mécanique à destination des États-Unis à la suite de la mise en œuvre des droits de douanes sectoriels (section 232) et des droits « réciproques ». Sur le trimestre glissant février-avril 2025, le déficit de la balance des biens et services se creuse par rapport

au dernier trimestre glissant (novembre 2024-janvier 2025), pour s'établir à -11,5 Md£ (soit +4,9 Md£ en glissement trimestriel).

Selon un [sondage](#) conduit par Make UK, les États-Unis ne font plus partie des principaux marchés de croissance pour les entreprises britanniques. Dans son sondage trimestriel, l'organisation professionnelle Make UK [souligne](#) les conséquences de la politique commerciale américaine et de la hausse des droits de douane sur l'industrie britannique. Alors que 60 % des [membres](#) de l'organisation prévoient une baisse de leurs exportations transatlantiques, le sondage révèle que les États-Unis ne font plus partie des principaux marchés de croissance pour les entreprises britanniques, qui privilégient désormais l'Asie, l'Océanie et le Moyen-Orient. Toutefois, l'organisation note une amélioration de la confiance des entreprises par rapport au trimestre précédent, notamment sous l'impulsion des différents accords commerciaux conclus par le gouvernement britannique au mois de mai 2025 (Inde, États-Unis, Union européenne).

Le gouvernement britannique [s'attend](#) désormais à conclure les modalités de mise en œuvre de l'*Economic Prosperity Deal* pour les secteurs automobile et agricole dans les jours à venir – après une rencontre entre Keir Starmer et le secrétaire au commerce américain Howard Lutnick. Selon l'administration britannique, les modalités de la mise en œuvre du contingent tarifaire sur les voitures (i.e. quota de 100 000 voitures britanniques qui devraient bénéficier d'un droit de douane réduit à 10 %) devraient être fixées dans les jours à venir, les arrangements techniques étant désormais finalisés et la validation ne dépendant plus que de l'accord du Président américain. Les conditions de déploiement des quotas accordés aux exportations américaines sur l'éthanol (1,4 million de litres) et le bœuf (13 000 tonnes) ont également été arrêtées. En revanche, les modalités portant sur les exportations sidérurgiques tardent à être fixées, et le producteur [Tata](#) Steel (groupe indien implanté au Royaume-Uni et détenteur des hauts fourneaux de Port Talbot) craint d'être exclu de l'arrangement du fait de l'origine non-britannique de certains de ses produits.

Le Président américain [signe](#) un *Executive Order* actant la mise en œuvre des volets aérospatial et automobile de l'*Economic Prosperity Deal* conclu au mois de mai en le Royaume-Uni et les États-Unis. Le Royaume-Uni [obtient](#) ainsi (i) un contingent tarifaire annuel de 100 000 voitures, soumises à un droit de douane de 10%, (ii) une réduction du droit de douane à 10% sur certaines pièces automobiles produites au Royaume-Uni (moteurs, carrosseries, transmissions, etc) et utilisées pour la production de voitures britanniques et (iii) une exemption d'application des droits « réciproques » (10%) et des droits additionnels de 25% visant l'acier et l'aluminium pour ses exportations vers les États-Unis relevant de l'Accord OMC sur le commerce des aéronefs civils. Les réactions des associations professionnelles du secteur de l'automobile et de l'aéronautique font état du soulagement des entreprises et accueillent positivement la priorité donnée par le gouvernement à ces secteurs industriels de pointe. En revanche, en dehors des pièces aéronautiques, **aucune mesure pour le secteur sidérurgique n'a été annoncée**. L'EO rappelle néanmoins l'intention partagée du Royaume-Uni et des États-Unis de poursuivre les discussions pour parvenir à la mise en place d'un contingent tarifaire au bénéfice des exportateurs du secteur.

Selon [Politico](#), le Canada aurait accepté de ratifier l'accession du Royaume-Uni au Partenariat Global et Progressiste Transpacifique (CPTPP). Alors que les négociations d'un accord commercial bilatéral entre le Royaume-Uni et le Canada sont suspendues depuis janvier 2024 à propos du différend sur le traitement du bœuf aux hormones, les chefs de gouvernement M. Carney et K. Starmer [souhaiteraient](#) renforcer leurs liens

commerciaux, notamment en utilisant les termes préférentiels du CPTPP auquel les deux pays sont parties.

Sanctions

Les autorités britanniques publient une [estimation](#) des conséquences des sanctions sur les efforts de guerre russes. Selon le ministère des Affaires étrangères britannique (*Foreign Office*), les sanctions adoptées à l'encontre de la Russie depuis le début de l'invasion de l'Ukraine auraient privé le pays d'au moins 450 Md\$ pour financer son effort de guerre. En particulier, les autorités estiment une perte de 148 Md\$ en raison du plafonnement du prix du pétrole et 299 Md£ en raison du gel des avoirs de la Banque centrale russe et de la non-perception des intérêts sur ces dépôts.

Actualités financières

Réglementation financière

La Financial Conduct Authority (FCA) [prévoit](#) de simplifier les obligations de reporting imposées aux gestionnaires de fonds au Royaume-Uni. Depuis 2019, ceux-ci doivent produire des rapports annuels détaillant si leurs fonds offrent une bonne valeur, en évaluant notamment les frais, la performance et la qualité du service. Jugés trop lourds, coûteux et peu consultés par les investisseurs, ces rapports font doublon avec les exigences du *Consumer Duty* instauré en 2023. La FCA propose donc de supprimer l'obligation de publier une analyse détaillée et de la remplacer par un résumé plus simple dans le rapport annuel des fonds, indiquant si les frais sont justifiés et s'il y a des mesures correctives. Selon l'autorité, cette réforme permettrait des économies significatives pour environ 150 sociétés de gestion. Une consultation publique est en cours jusqu'au 11 juillet.

Un [rapport](#) de la Commission sur les services financiers de la Chambre des Lords appelle les régulateurs financiers britanniques à s'inspirer du modèle singapourien, jugé plus souple et favorable à la croissance. Les parlementaires estiment que depuis la crise de 2008, la Financial Conduct Authority (FCA) et la Prudential Regulation Authority (PRA) auraient introduit des freins inutiles à l'innovation, rendant le Royaume-Uni moins attractif pour les entreprises. Le rapport souligne l'efficacité de l'autorité monétaire de Singapour (MAS), perçue comme réactive et accueillante, notamment grâce à un service de « conciergerie » qui facilite l'implantation des entreprises étrangères. La Commission recommande d'adopter une approche similaire, sans pour autant tomber dans une dérégulation excessive. Le texte critique en particulier la lenteur des processus d'approbation et d'agrément au Royaume-Uni, tels que ceux pour les nominations de dirigeants ou les lancements de nouvelles activités, et appelle à mieux mesurer l'impact économique des règles existantes. Bien que certains membres de la commission aient des liens avec le secteur financier, le rapport est présenté comme consensuel et vise à préserver à la fois la stabilité et la compétitivité du secteur.

Marchés financiers

Les banques d'investissement américaines auraient déplacé 11 000 emplois depuis Londres vers l'UE en raison du Brexit, selon une nouvelle estimation. Les estimations de l'impact du Brexit sur l'emploi dans les services financiers dans la City de Londres varient fortement, de 7 000 (EY) à près de 40 000 (M. Mainelli, ancien Lord Mayor de la City). Le média [Financial News](#) estime que les cinq principales banques d'investissement américaines (Goldman Sachs, Bank of America, Citigroup, JPMorgan

et Morgan Stanley) auraient déplacé environ 11 000 emplois de Londres vers des villes de l'UE, principalement Paris, Francfort et Milan.

Un quart des entreprises ayant fait une introduction en bourse à Londres en 2021 auraient quitté la place de Londres depuis. 8 des 33 entreprises qui se sont introduites en bourse à Londres ont depuis été vendues ou sont sorties de la cotation. Les autres auraient perdu 10 Md£ de valorisation. Selon le [Financial Times](#), ces tendances illustrent la difficulté de la place de Londres à retenir les entreprises, citant deux exemples très récents de rachat (la firme de rechargement de véhicules électriques Pod Point par l'entreprise française EDF, et le concepteur de puces Alphawave par l'entreprise américaine de semiconducteurs Qualcomm).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr